

VACANCE DE POSTE

À son titre d'entreprise fédérale, la Deutsche Gesellschaft für Internationale Zusammenarbeit (GIZ) aide le gouvernement fédéral allemand à concrétiser ses objectifs en matière de coopération internationale pour le développement durable.

Présente dans 120 pays à travers le monde entier, elle a son siège à Bonn et Eschborn en Allemagne. Avec plus de 50 ans d'expériences dans les domaines les plus variés, le savoir-faire de cette entreprise fédérale qu'est la GIZ est demandé dans le monde entier, par le gouvernement fédéral allemand, les institutions de l'Union européenne, les Nations unies, le secteur privé et des gouvernements d'autres pays.

Au Bénin, la GIZ est présente depuis plus de 40 ans. Son commettant principal est le Ministère fédéral allemand de la Coopération économique et du Développement (BMZ). Ses interventions sectorielles sont : **la Bonne Gouvernance ; l'Agriculture et l'Eau Hygiène et Assainissement.**

Par ailleurs, la GIZ s'investit au Bénin dans **l'énergie, l'environnement, le changement climatique, la formation professionnelle, la prévention et la gestion des conflits et l'appui au laboratoire central de Cotonou.**

La GIZ Bénin recrute pour son programme d'appui à la Reforme des Finances publiques pour l'atteinte des ODD et le Renforcement de la Mobilisation des recettes de l'Etat (ReFORME).

Contexte

Dans le cadre du Programme d'appui à la Reforme des Finances publiques pour l'atteinte des ODD et le Renforcement de la Mobilisation des recettes de l'Etat (ReFORME) et sur mandat du BMZ, la GIZ appuie le gouvernement béninois dans la mise en œuvre des cycles budgétaires aux niveaux national et communal, afin que ceux-ci soient conformes aux principes de la bonne gouvernance financière.

L'objectif est qu'une planification et une exécution budgétaires transparentes, participatives et efficaces, un système fiscal transparent et adapté aux besoins du contribuable contribuent à renforcer les finances publiques puis le développement dans l'ensemble du Bénin, augmentant ainsi la confiance des populations et des entreprises envers les acteurs étatiques. En outre, la participation des acteurs du secteur privé à l'amélioration qualitative et ciblée des investissements publics devrait contribuer à promouvoir le développement économique local et la mise en œuvre de l'Agenda 2030.

Le programme intervient dans cinq domaines d'action :

1. Budget
2. Fiscalité
3. Transparence et responsabilité
4. Investissements :
5. Agenda 2030 : Données et statistiques

Le projet appuie principalement le Ministère de l'Economie et des Finances (MEF), le Ministère du Plan et du Développement (MPD), certains ministères sectoriels et 19 municipalités partenaires. Les autres partenaires de coopération sont le Ministère de la Décentralisation et de la Gouvernance Locale (MDGL), l'Association Nationale des Communes du Bénin (ANCB), la Maison de la société civile (MdSC), Social Watch ainsi que d'autres organisations et réseaux de la société civile. L'Agence de Promotion des Investissements et des Exportations (APIEx) est également un partenaire important.

I) Conseiller (H/F) Technique Investissements Publics et Coopération Secteur Privé, bande 4T, basé.e à Cotonou

A. Domaine de responsabilité

Le poste se situe dans le champ d'actions « Programmation des Investissements Publics » (CA 4) du Projet Reforme des Finances publiques pour l'atteinte des ODD et le Renforcement de la Mobilisation des recettes de l'Etat (ProReFORME). D'une manière générale, le titulaire du poste est responsable de l'appui-conseil aux partenaires et de la gestion technique dans le domaine des investissements publics au niveau national et communal (communes partenaires dans l'Atakora et l'Ouémé), notamment en ce qui concerne les PPP (partenariat public-privé), DPP (dialogue public-privé) et autres mécanismes visant à promouvoir la coopération entre les secteurs public et privé.

Il.elle assure l'exécution opérationnelle des affaires du projet au quotidien dans son domaine d'intervention, le traitement et le développement du domaine d'attributions dont il.elle a la charge, conformément aux standards de qualité en vigueur, le maintien d'une bonne communication et d'un bon flux d'information entre toutes les institutions partenaires.

Il.elle pilote ces volets et les activités correspondantes sous la supervision du/de la Coordinateur.trice du CA 4 du ProReFORME qui est son.sa responsable hiérarchique.

Le titulaire du poste est responsable des activités suivantes :

- Se charger des activités en relation avec l'examen technique des dossiers ; les études ou, la représentation, le contrôle, la gestion et les supervisions ;
- Gérer le savoir dans son domaine d'intervention ;
- Représenter la GIZ auprès des groupes cibles et/ou d'autres organisations partenaires sous supervision ou délégation du supérieur hiérarchique ;
- Conseiller les structures partenaires dans la planification et la mise en œuvre des activités du projet ;
- Prendre en charge l'entretien de rapports ;
- Piloter des missions de consultance ;
- Organiser des ateliers (préparation méthodologique et intellectuelle) ;
- Développer des « transferts de compétences techniques » pour les groupes cibles et/ou partenaires ;
- Assumer l'intérim des collègues en congé ou empêchés ;
- Développer une conception pour la coopération dans son champ d'action en accord avec le supérieur hiérarchique ;
- Assurer le suivi-évaluation du projet dans son domaine de responsabilité et appuyer le processus de S&E en général ;
- Assurer l'élaboration de concepts et stratégies pertinents et assurer leur mise en œuvre selon les besoins du champ d'action ou du programme ;
- Assurer l'élaboration et la mise en œuvre d'une stratégie d'intervention cohérente du ProReFORME dans le domaine du partage du savoir et de la mise en échelle des outils développés ;
- Assurer l'analyse et la documentation d'outils et d'approches novateurs et la montée en échelle des expériences, outils et instruments capitalisés par le ProReFORME ;
- Assurer la collecte de données de base, suivre leur évolution et assurer le renseignement des indicateurs finaux et intermédiaires du ProReFORME à temps indiqué ;
- Assurer une concertation périodique avec les coordonnateurs des autres champs d'action sur les points de synergie avec leurs diverses actions ;
- Représenter la GIZ auprès des groupes cibles et/ou d'autres organisations partenaires sous la supervision ou par délégation du supérieur hiérarchique.

Dans ce cadre, le/la titulaire du poste a les attributions suivantes :

B. Attributions

1. Gestion et coordination

Le/la titulaire du poste :

- Appui les structures partenaires au niveau national et communal dans la planification et gestion des investissements publics et communaux ainsi que les modèles de gestion des infrastructures ;
- Appui les structures partenaires dans le domaine des partenariats public-privé (PPP) et dialogue public-privé (DPP) ;
- Conceptualise et organise des évènements de renforcements de capacités dans le domaine PPP et DPP pour les acteurs publics et économiques ;
- Développe et gère des partenariats avec les organismes représentatifs du secteur privé au niveau national et communal, y compris la CCIB (Chambre de Commerce et de l'Industrie du Bénin) ;
- Travaille avec et appui techniquement la Direction Générale de la Programmation et du Suivi des Investissements Publics (DGPSIP) du MPD ainsi que des Directions et organes d'autres Ministères et l'Agence de Promotion des Investissements et des Exportations (APIEx) ;
- Appui les structures partenaires à organiser des plateformes de concertation avec des acteurs représentant les filières du secteur privé ainsi que des acteurs de la société civile afin de créer un cadre propice pour une programmation des investissements publics et des modèles de gestion des infrastructures qui intègrent les trois dimensions du développement durable (social, économique, écologique)
- Collabore étroitement avec les CTs en programmation et planification budgétaire (CA 1) par rapport aux implications de l'introduction des budgets-programme sur l'outil Programme d'Investissement Public (PIP) et la répartition des tâches entre MPD et MEF ;
- Sert de point focal pour le CA 4 pour la collaboration avec le secteur privé ;
- Assure la mise en réseau et la gestion des synergies avec les modules de la coopération financière (KfW) « FADeC » et « Smart Gouv » dans le cadre du programme commun « ProGReS » (**P**rogramme bonne **G**ouvernance et **R**eforme numérique des **S**ervices de l'Etat) avec d'autres partenaires (au sein de la coopération allemande et à l'externe) agissant sur les procédures de préparation des investissements publics au niveau national ;
- Rend régulièrement compte au supérieur hiérarchique de l'évolution des changements au niveau des acteurs partenaires du champ d'action Programmation des investissements Publics (CA4) et propose des stratégies alternatives au cas où les stratégies initiales ne paraissent plus être appropriées ;
- Contribue au développement continu du volet « investissements publics » dans les discussions internes de la GIZ et les plateformes de dialogue entre le partenaire béninois.
- Assume d'autres activités et tâches sur instruction de son supérieur ;

2. Communication et travail en réseau

Le/la titulaire du poste :

- Etablit et entretient des relations avec tous les acteurs importants pour le champ d'action ;
- Travaille en étroite collaboration avec les collègues du champ d'action et veille à une échange étroit et régulier avec les collègues des autres champs d'actions ;
- Prête un appui technique aux experts locaux et internationaux courts termes intervenant dans ce champ d'action ;
- Assure la gestion du savoir et des connaissances : rassemble, traite et communique les informations intéressantes, observe la communication et les interactions entre les institutions gouvernementales, les institutions non gouvernementales et la société en général au travers

d'analyses de la presse, par un dialogue direct et par la participation à des congrès, séminaires, etc.

3. Autres attributions

Le/la titulaire du poste :

- Assume toute autre activité et tâche sur instruction de son supérieur hiérarchique ;
- Volonté de voyager fréquemment en lien avec la mise en œuvre des activités dans l'Atacora et l'Ouémé ;
- Travaille de manière autonome et assume la responsabilité de la qualité et résultats des travaux qui lui sont délégués.

C. Qualifications, compétences et expérience requises

Qualification

- Bac + 4/5 en économie, droit, administration publique ou tout autre diplôme équivalent.

Expérience professionnelle

- Minimum 5 ans d'expériences professionnelles dans le secteur des investissements publics/communales/privés et finances publiques ;
- Expérience avérée dans le domaine des PPP et/ou DPP ainsi que la promotion de la coopération entre le secteur public et le secteur privée ;
- Connaissance excellente du système des finances publiques au Bénin, notamment des enjeux de la programmation des investissements publics ainsi que des acteurs clés au niveau national et communale ;
- Connaissance excellente du secteur privée au Bénin et de ses organes représentatifs ;
- Excellentes capacités de planification, d'organisation et de gestion d'activités et expériences avérées en matière de suivi évaluation ;
- Expériences avérées en matière de consultation et d'appui conseil ;
- Des expériences avec la GIZ ou autre partenaire de développement et ses approches constituent un atout.

Autres connaissances/compétences

- Bonne connaissance pratique de l'utilisation des technologies de l'information et de la communication (téléphone, courrier électronique, Internet) ainsi que des applications informatiques (telles que MS Office ; MS Teams) ;
- Excellentes capacités de gestion et d'organisation ;
- Disponibilité pour des déplacements professionnels à l'intérieur du pays et à l'étranger ;
- Très bonne maîtrise du français ; maîtrise de l'anglais pour la participation aux conférences et l'étude de textes attendues ;
- Aptitude à travailler dans un contexte interculturel ;
- Acquisition de qualifications requises dans le domaine d'attributions. Des mesures de formation adaptées sont choisies en concertation avec le cadre de direction compétent.

II- Conseiller (H/F) Technique en planification budgétaire et programmation des investissements communaux (région Atakora 2), bande 4T, basé à Natitingou

A. Domaine de responsabilité

Le poste se situe en partie dans le champ d'actions « Planification et Programmation Budgétaire » (CA 1) et en partie dans le champ d'actions « Programmation des Investissements » du Programme **R**eforme des **F**inances publiques pour l'atteinte des **O**DD et le **R**enforcement de la **M**obilisation des recettes de l'**E**tat (ProReFORME). D'une manière générale, le/la titulaire du poste est responsable de l'appui-conseil aux partenaires et de la gestion technique dans les domaines de la planification et programmation budgétaire au niveau communal et de la programmation des investissements communaux dans les communes de l'Atakora (région 1). Il/elle assure l'exécution opérationnelle des affaires du projet au quotidien dans son domaine d'intervention, le traitement et le développement du domaine d'attributions dont il/elle a la charge, conformément aux standards de qualité en vigueur, le maintien d'une bonne communication et d'un bon flux d'information entre toutes les institutions partenaires.

Il/elle pilote ces volets et les activités correspondantes sous la supervision du/de la Coordinateur/trice du CA 1+4 du ProReFORME qui est son/sa responsable hiérarchique.

Le/la titulaire du poste est responsable des activités suivantes :

- Se charger des activités en relation avec l'examen technique des dossiers ;
- Gérer le savoir dans son domaine d'intervention ;
- Représenter la GIZ auprès des groupes cibles et/ou d'autres organisations partenaires sous supervision ou délégation du supérieur hiérarchique ;
- Conseiller les structures partenaires dans la planification et la mise en œuvre des activités du projet ;
- Prendre en charge l'entretien de rapports ;
- Piloter des missions de consultance ;
- Organiser des ateliers (préparation méthodologique et intellectuelle) ;
- Développer des « transferts de compétences techniques » pour les groupes cibles et/ou partenaires ;
- Assumer l'intérim des collègues en congé ou empêchés ;
- Développer une conception pour la coopération dans son champ d'action en accord avec le supérieur hiérarchique ;
- Assurer le suivi-évaluation du projet dans son domaine de responsabilité et appuyer le processus de S&E en général ;
- Assurer l'élaboration de concepts et stratégies pertinents et assurer leur mise en œuvre selon les besoins du champ d'action ou du programme ;
- Assurer l'élaboration et la mise en œuvre d'une stratégie d'intervention cohérente du ProReFORME dans le domaine du partage du savoir et de la mise en échelle des outils développés ;
- Assurer l'analyse et la documentation d'outils et d'approches novateurs et la montée en échelle des expériences, outils et instruments capitalisés par le ProReFORME ;
- Assurer la collecte de données de base, suivre leur évolution et assurer le renseignement des indicateurs finaux et intermédiaires du ProReFORME à temps indiqué ;
- Assurer une concertation périodique avec les coordonnateurs des autres champs d'action sur les points de synergie avec leurs diverses actions ;
- Représenter la GIZ auprès des groupes cibles et/ou d'autres organisations partenaires sous la supervision ou par délégation du supérieur hiérarchique.

Dans ce cadre, le/la titulaire du poste a les attributions suivantes :

B. Attributions

1. Gestion et coordination

Le/la titulaire du poste :

- Appui les structures partenaires au niveau communal et déconcentré dans le renforcement des capacités de gestion des finances publiques, notamment la planification budgétaire et la planification et programmation des investissements publics ainsi que les modèles de gestion des infrastructures ;
- Appui les structures partenaires dans la formulation et l'opérationnalisation des documents clés comme le budget annuel de la commune et le Plan Annuel de l'Investissements (PAI) en veillant à l'harmonisation de ces documents de planification et en renforçant les aspects de budgétisation pro-pauvre et selon le genre ;
- Appui les structures partenaires à intégrer les cibles des ODD priorités au niveau communal dans la planification budgétaire et notamment dans la programmation des investissements ;
- Appui les structures partenaires à organiser des plateformes de concertation avec des acteurs représentant les filières du secteur privé ainsi que des acteurs de la société civile afin de créer un cadre propice pour une programmation des investissements publics et des modèles de gestion des infrastructures qui intègrent les trois dimensions du développement durable (social, économique, écologique)
- Travaille en étroite collaboration et appuie techniquement les mairies (exécutive de la commune et administration communale) des communes citées ci-dessus et d'autres institutions de la commune et de l'Etat :
 - Le conseil communal ;
 - La préfecture et les services déconcentrés de l'Etat (en étroite concertation avec son homologue couvrant d'autres communes du même département) ;
 - Acteurs représentant les filières du secteur privé ;
- Coordonne étroitement son travail avec l'Assistant.e Technique (Entwicklungshelfer*in) qui intervient dans la même zone avec le/ ou laquelle il/elle forme un tandem pour la région indiquée. L'AT couvre tous les aspects de la transparence et de la redevabilité publique ce qui implique donc une concertation étroite notamment par rapport à toute activité impliquant la société civile, le conseil communal et d'autres structures concernées par la gouvernance locale.
- Se concerta avec le/la CT en « Programmation des investissements publics » au niveau national par rapport à l'implication de la Direction Nationale de contrôle des Marchés Publics (DNCMP) et de l'Autorité de Régulation des Marchés Publics (ARMP)
- Assure la mise en réseau et la gestion des synergies avec les modules de la coopération financière (KfW) « FADeC » et « Smart Gouv » dans le cadre du programme commun « ProGReS » (**P**rogramme **bonne** **G**ouvernance et **R**eforme numérique des **S**ervices de l'Etat) avec d'autres partenaires (au sein de la coopération allemande et à l'externe) agissant sur la planification budgétaire et la programmation des investissements communaux ainsi que les modèles de gestion des infrastructures ;
- Assure l'identification d'un état des lieux de la situation de départ, le suivi de l'évolution des capacités et compétences des structures des mairies citées ci-dessus et en rendre compte régulièrement au COS ainsi qu'au supérieur hiérarchique ;
- Rend régulièrement compte au supérieur hiérarchique de l'évolution des changements au niveau des acteurs partenaires au niveau communal et déconcentré et propose des stratégies alternatives au cas où les stratégies initiales ne paraissent plus être appropriées ;
- Contribue au développement continu des volets « planification budgétaire communale » et « investissements communaux et développement économique local » dans les discussions internes de la GIZ et les plateformes de dialogue entre le partenaire béninois.
- Assume d'autres activités et tâches sur instruction de son supérieur.

2. Communication et travail en réseau

Le/la titulaire du poste :

- Etablit et entretient des relations avec tous les acteurs importants pour le champ d'action ;
- Travaille en étroite collaboration avec les collègues du champs d'action et veille à une échange étroit et régulier avec les collègues des autres champs d'actions ;
- Prête un appui technique aux experts locaux et internationaux courts termes intervenant dans ce champ d'action ;
- Assure la gestion du savoir et des connaissances : rassemble, traite et communique les informations intéressantes, observe la communication et les interactions entre les institutions gouvernementales, les institutions non gouvernementales et la société en général au travers d'analyses de la presse, par un dialogue direct et par la participation à des congrès, séminaires, etc.

3. Autres attributions

Le/la titulaire du poste :

- Assume toute autre activité et tâche sur instruction de son supérieur hiérarchique.

4. Qualifications, compétences et expérience requises

Qualification

- Maîtrise/Ingénieur/Master (Bac + 5) en Administration des Finances, Economie ou tout autre diplôme équivalent.

Expérience professionnelle

- Minimum 5 ans d'expériences professionnelles dans le secteur des finances publiques communales, surtout de la planification et exécution du budget communal, notamment exécution des investissements, en position d'agent de l'administration publique, d'un PTF ou du secteur privé, au Bénin ou à un poste similaire dans un autre pays ;
- Expériences professionnelles en relation avec l'élaboration et/ou la mise en place des modèles de gestion des infrastructures communales, notamment infrastructures à caractère économique ; expériences professionnelles par rapport à la promotion de l'économie locale ;
- Excellentes connaissances du système des finances publiques au Bénin, notamment des finances publiques communales ainsi que des acteurs clés ;
- Très bonnes connaissances des modèles de gestion qui se basent sur une approche de Partenariat Public Privé
- Excellentes capacités de planification, d'organisation et de gestion d'activités et expériences avérées en matière de suivi évaluation ;
- Expériences avérées en matière de consultation et d'appui conseil ;
- Des expériences avec la GIZ et ses approches constituent un atout.

Autres connaissances/compétences

- Bonne connaissance pratique de l'utilisation des technologies de l'information et de la communication (téléphone, courrier électronique, Internet) ainsi que des applications informatiques (telles que MS Office ; MS Teams) ;
- Excellentes capacités de gestion et d'organisation ;
- Disponibilité pour des déplacements professionnels à l'intérieur du pays et à l'étranger ;
- Très bonne maîtrise du français ; maîtrise de l'anglais pour la participation aux conférences et l'étude de textes attendues ; connaissances en allemand un vrai atout ;
- Aptitude à travailler dans un contexte interculturel ;
- Acquisition de qualifications requises dans le domaine d'attributions. Des mesures de formation adaptées sont choisies en concertation avec le cadre de direction compétent.

Durée des prestations et conditions d'emploi

La GIZ encourage la participation des femmes dans des domaines techniques. Les candidatures par des femmes sont très souhaitées et encouragées.

Le contrat est à durée déterminée d'un (01) an renouvelable selon la performance de l'employé jugée satisfaisante par l'employeur (avec une durée maximum ne devant dépasser la durée du projet/programme).

La prise de service est souhaitée à compter de août 2021.

Dépôt des candidatures

Vous êtes intéressé par le présent avis, **postulez en ligne sur le site <https://www.novojob.com/benin/gizbenin/offres-d-emplois> (en cliquant sur POSTULER)**, et en attachant en un seul fichier PDF, **votre curriculum vitae détaillé, actualisé(maximum 3 pages, avec photo, références et signé) et votre lettre de motivation(1 page maximum et signé)** à l'attention de **Madame la Directrice Administrative et Financière**, avec en objet **« Recrutement externe pour le(préciser le poste choisis), Bande 4T qui sera basé.e à Cotonou ou Natitingou» au plus tard le 02 juillet 2021 à 17 h.**

Seuls (es) les candidats (es) présélectionnés (es) seront contactés (es) par téléphone ou par mail pour la suite de la sélection **et devront fournir dans un délai de 48h, les pièces complémentaires suivantes :**

- La copie légalisée du diplôme requis ;
- Les copies des preuves des expériences professionnelles (attestations, certificats et autres preuves des expériences) ;
- Une copie légalisée de la pièce d'identité en cours de validité ;

Pour toute information, contacter le **+ 229 60 17 51 51.**

« Le bureau GIZ Bénin ne perçoit aucun frais ou contribution de quelque nature que ce soit des candidats tout au long de son processus de recrutement (dépôt ou traitement de la candidature, entretien d'embauche, etc.).

Il décline toute responsabilité en cas de publications frauduleuses d'offres d'emploi en son nom. »